

Paris, le 17 janvier 2024

Vœux 2024 de Départements de France

Discours de François SAUVADET, Président de Départements de France

(Seul le prononcé fait foi)

Monsieur le Ministre, cher Christophe BECHU, merci d'être là ce soir, et j'ai l'occasion de vous le dire en direct, félicitations pour votre nomination (en tant que ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires de France) ;

Je veux saluer les ministres de l'ancien Gouvernement :

Chère Charlotte CAUBEL, Cher Hervé BERVILLE,

Saluer Mesdames et Messieurs les Parlementaires, et en particulier cher Eric WOERTH,

Le Président du Conseil économique, social et environnemental (CESE), cher Thierry BEAUDET,

Et vous tous, mes chers collègues Présidentes et Présidents de Départements,

Mesdames, messieurs, chers amis,

Merci à vous tous d'avoir bravé les frimas de l'hiver pour participer à ce moment de convivialité et d'échange.

Merci au Président de la poste Philippe WAHL de nous accueillir ici, il regrette beaucoup, il me l'a dit, de ne pouvoir nous accueillir lui-même dans ce magnifique Hôtel de Choiseul-Praslin. Il a perdu un des membres de sa famille. Et je veux lui adresser un message de sympathie.

Je remercie le Secrétaire général Philippe BAJOU. Être ici est important car c'est le signe d'un partenariat resserré et actif entre la Poste et les Départements de France.

Nous étions hier, Cher Claude RIBOULET, dans un séminaire avec La Poste sur les innovations.

Je veux dire aussi notre solidarité envers tous ceux qui viennent de vivre des moments difficiles, à Cyrille MELCHIOR, Président du Département de La Réunion, dont la collectivité a été durement touchés par le cyclone Belal qui a fait plusieurs morts.

Je pense aussi bien sûr aux habitants du Pas-de-Calais, plus généralement à tous les Départements qui ont été confrontés à des aléas climatiques.

Nous savons, tous, que notre Pays sera confronté, de manière plus intense, encore à de tels événements sous l'effet du changement climatique.

Je veux saluer l'ensemble des forces de sécurité, nos militaires, nos gendarmes, nos policiers et nos pompiers, qui se sont mobilisés nuit et jour pour secourir les biens et les personnes.

Oui la période est difficile, complexe, face à de grandes mutations.

Et votre présence nombreuse ce soir en dit beaucoup des liens qui nous unissent. Elle est la marque de la détermination qui est la nôtre à porter fortement la voix des 103 Départements Français, de l'hexagone comme de l'outre-mer.

Cette voix que nous portons ce n'est pas seulement la voix des élus, c'est celle de beaucoup de nos compatriotes qui se désespèrent de l'action publique.

Nous avons eu auprès d'Elisabeth Borne une écoute attentive. Je ne dis pas que nous avons été entendus sur tout ! Loin s'en faut !

Mais nous avons eu un dialogue franc et confiant avec l'État. Ça a porté ses fruits ponctuellement, je pense notamment à l'expérimentation France Travail qui a fait débat entre nous, mais nous avons avancé de manière coordonnée.

Et le premier vœu que je forme c'est que nous ayons, avec le Premier ministre Gabriel ATTAL et son gouvernement, un véritable travail partenarial, construit. Parce que c'est l'intérêt de la France.

J'ai entendu les inquiétudes face à la construction d'un « super ministère » du Travail, de la Santé et des Solidarités.

Je pense pour ma part que c'est un ministère taillé à la mesure des enjeux qui sont au cœur de nos compétences.

D'ailleurs, à Départements de France, nous avons une commission Solidarités, Santé et Travail présidée par Frédéric BIERRY.

Je ne dis pas que nous avons préfiguré ce ministère mais nous aurons une interlocutrice qui est une femme d'expérience, qui a exercé des fonctions locales, tout comme Christophe BÉCHU qui reste notre interlocuteur pour la cohésion des territoires et qui a été notamment président de Département.

Dans cette période difficile, nous devons Départements de France, avancer ensemble, unis, avec beaucoup de solidité dans le respect de chacune et de chacun, et de la diversité que nous incarnons.

Parce que notre société n'a jamais été aussi fracturée, marquée par autant violences, d'incertitudes et de précarités.

Jamais autant de clignotants sont passés au rouge avec, pour tous les Départements, des ressources en chute libre et des dépenses qui explosent, et nous en faisons ensemble le constat.

Ces vœux d'unité, je veux les former aussi pour notre pays, pour notre Nation.

Car j'ai une conviction : c'est sur la solidité d'un peuple rassemblé, que se construira l'espérance.

Comme le disait Jacques Chirac on ne peut pas regarder ailleurs quand la maison brûle ! La France ne peut pas remettre à demain les réponses attendues par les Français.

Et ma conviction c'est que le Département est, et sera, plus que jamais, l'échelon utile aux Français, le plus efficace et pertinent, pour protéger les plus fragiles – c'est notre cœur de métier, mais aussi pour assurer la cohésion territoriale.

Mais le constat est là. Sur tous ces sujets, face à tous ces défis, nous nous sentons parfois bien seuls.

Je veux prendre un exemple : le bien vieillir. C'est un objectif que nous avons en partage avec l'État.

Mais qui peut croire sérieusement que nous allons assurer le virage domiciliaire, améliorer la prise en charge dans les EHPADs, absorber la vague du papy-boom à moyens constants : qui peut le croire ?

Et je le dis sans détour, pardon de cette brutalité : nous ne sommes pas prêts, le Gouvernement n'est pas prêt ! Et pourtant rien n'est plus prévisible que la démographie !

Les plus de 85 ans représentent plus de 2 millions de Français. En 2050, ils seront plus de 5 millions ! J'en serai !

Je le dis solennellement

Nous avons besoin de moyens pour assurer le bien vieillir. Le pays doit engager d'urgence une grande réforme pour l'autonomie.

Il nous faut refondre le modèle des concours de la CNSA, afin de les mettre en adéquation avec les besoins réels des usagers.

Je pourrais aussi vous parler du choc de la protection de l'enfance, chère Florence DABIN, de l'arrivée massive des MNA, de la prise en compte du handicap.

Sur tous ces sujets, il faut que l'État assume ses missions et commence par prendre en charge financièrement la totalité des Allocations Individuelles de Solidarité, que nous assumons à hauteur de 70%.

Mais au-delà de nos missions sociales, l'échelon départemental est devenu plus que jamais l'échelon de l'équilibre territorial.

Je l'ai redit au Président de la République et au Premier Ministre.

Monsieur le Président, nous ne sommes pas que la collectivité du social !

C'est nous qui avons résorbé les fractures numériques en apportant la fibre partout et pour tous.

C'est nous qui libérons les territoires enclavés grâce à l'entretien des routes, qui aidons les communes, qui apportons les services.

C'est nous qui défendons le même accès pour tous à la santé, à l'éducation, aux équipements culturels, en milieu rural comme en agglomération.

Nous sommes, je veux le dire fortement, les garants de l'équilibre entre villes et campagnes, et nous n'avons cessé de le démontrer lors des crises successives que nous avons traversées. Mais pour continuer nos missions sur 100% du territoire, nous avons besoin de la solidarité nationale.

Mes chers collègues, le Département parce qu'il est tout cela, n'est pas juste une « strate » parmi les autres.

Ce n'est pas juste une feuille d'un Mille-feuille administratif mis en avant, j'ose le dire, jusqu'à l'écœurement par tous ceux qui prétendent réformer sans se soucier de l'essentiel : mieux agir pour les Français.

Ce dont nous souffrons dans notre pays, ce ne sont pas des strates, c'est d'une bureaucratie et d'une technocratie excessives. Nous souffrons des normes qui s'imposent à nous.

Nous souffrons des carcans juridiques qui nous paralysent.

Et les choses se sont précipitées avec le gigantisme des Régions qui a éloigné toujours plus la décision du citoyen avec des injonctions et de schémas hors gabarit, hors sol, qui s'imposent à nous.

Non, les Départements ne sont pas, loin s'en faut, la cause des indigestes déficits publics de l'Etat.

Nous sommes le dernier service public accessible. Nos 380.000 agents à qui je veux rendre hommage, sont au contact permanent des Français. Nous sommes les derniers ou les premiers à mettre de l'humain en face de nos compatriotes là où beaucoup se replie sur des données froides.

Ce Mille-feuille administratif, cher Eric WOERTH, est au menu d'une mission qui vous est confiée par le Président de la République.

Département de France y contribuera ; dans ce même esprit de responsabilité qui a guidé le contenu de la résolution sur la Décentralisation, que nous avons adopté aux Assises d'Alsace, Jean-Léonce DUPONT, que je tiens à remercier.

Cher Eric WOERTH, permettez-moi de vous dire ceci :

Une nouvelle grande réforme annoncée de la Décentralisation sous prétexte « d'efficacité » et de « clarification », ne peut pas faire l'économie d'un véritable « lâcher-prise » de l'État.

Il ne s'agit pas de prôner l'effacement de l'État. Au contraire de le renforcer dans ses missions régaliennes, là où il est seul en responsabilité. Et de nous laisser agir là où nous le sommes.

Quarante ans après les lois Defferre, il faut avoir ce courage de laisser les élus locaux exercer pleinement les prérogatives qui leur ont été dévolues.

Non, l'État ne peut pas tout !

Son rôle c'est d'assurer la Sécurité, la Justice, la Santé, la Défense et l'Éducation !

Son rôle c'est de mettre en œuvre la solidarité nationale pour nous permettre d'agir mieux et partout.

Aujourd'hui plus que jamais, le dialogue entre l'État et les élus locaux n'est pas une option, c'est une obligation quand le peuple se désespère.

Le constat que nous faisons tous, c'est que le projet fondateur de la Décentralisation a été dévoyé.

Où sont les valeurs de liberté et de responsabilité politiques qui sont au cœur de la décentralisation ?

Que reste-t-il des vertus démocratiques de la décentralisation qui visent à libérer les capacités d'agir de nos départements, à connecter l'impôt aux citoyens ?

La vérité c'est qu'à force d'avoir éloigné la décision du terrain, on va à l'encontre des aspirations du peuple.

A un projet vertueux, éminemment politique, on a substitué une lecture technocratique.

La vérité c'est qu'on a voulu faire croire qu'on gère mieux quand on est plus loin.

Qu'un territoire décrété, vaut mieux qu'un territoire vécu.

C'est plus qu'une faute de carre, c'est un contre-sens historique !

Le risque, c'est qu'à force de déséquilibrer les collectivités, nous rendions la Décentralisation totalement inopérante.

Et c'est une menace pour la démocratie !

Oui je veux redire ici que le Département constitue, avec la commune, le socle d'airain de notre démocratie.

C'est sur lui que repose la confiance de nos compatriotes.

C'est avec nous, et pas sans nous, que se régleront les grands défis auxquels notre pays est confronté.

Car seule la proximité emportera l'adhésion des citoyens, qui est indispensable, car il n'est plus possible de s'affranchir de l'acceptabilité sociale des réformes que l'on propose !

Je l'ai dit, pour être libres d'agir, il faut une véritable autonomie financière et une redéfinition de la fiscalité locale.

Comment peut-on nous demander d'investir plus avec des recettes volatiles, des dotations d'Etat plafonnées et des dépenses imposées sans concertation ? C'est incompréhensible !

Nous avons joué le jeu, nous avons été les seuls à avoir fait jouer la solidarité entre nous mais depuis février 2022, nous avons eu 2,5 milliards d'euros annuels de dépenses supplémentaires imposées aux Départements.

Nous n'avons plus de marges de manœuvre. Plus de levier fiscal.

Tous les Départements sont aujourd'hui impactés et menacés par cet étouffement financier.

Mes chers collègues,

Je souhaite pour l'année qui s'ouvre que nous puissions continuer d'œuvrer, d'agir, avec l'État, dans l'intérêt de la France et des Français.

Nous avons fait 103 propositions.

Nous avons rédigé le premier Livre vert des Départements. Nous sommes engagés dans la transition énergétique. Nous avons investi dans nos SDIS pour permettre à nos pompiers de faire face au changement climatique.

Et je salue tous les Présidents de département qui se sont fortement impliqués dans ce dialogue avec l'Etat.

Oui, le combat que nous menons, Départements de France, nécessite de l'endurance, de la résilience, de l'audace. Nous n'en manquons pas. Mais ce qui nous conforte chaque jour dans nos missions ce sont les témoignages de nos compatriotes.

Et ma confiance dans l'avenir je la tiens de l'Histoire des Départements.

Les Départements ont été maintes fois touchés, jamais coulés.

Parce que nous sommes le fruit de l'Histoire de France et que nos 232 années d'expérience nous permettent aujourd'hui de dire :

Les Départements sont une chance pour la France !

Cette année sportive des Jeux Olympiques et paralympiques sera pour nous l'opportunité de rappeler combien l'avenir de nos territoires ne pourra se jouer que de manière collective.

Et c'est sur ce vœu d'une équipe de France réconciliée que je vous souhaite bonne année à toutes et tous,

Vivent les Départements de France, vive la République et vive la France !